

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du lundi 25 septembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 22
Procurator(s) : 2
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 12 septembre 2023

DELIBERATION N°DL_AP2023_0175

Relative au cofinancement du projet PI2M lauréat de l'Appel à projet national PIOM
(Plan Innovation Outre-Mer)

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Saindou ATTOUMANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillères départementales absentes :

Madame Nadjima SAID, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération N° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu le rapport n°2023-001908 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission réunie du 21 septembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : De participer au financement du projet PIOM – PI2M et par conséquent permettre la réalisation du projet, de redynamiser les filières de l'économie verte et de l'économie bleue, à hauteur de **1 005 000 €** ; en accordant une subvention pluriannuelle au GIP ADIM ;

Répartition de la subvention au GIP ADIM sur 3 ans

Structure	2023	2024	2025
GIP ADIM	335 000	335 000	335 000
TOTAL	1 005 000		

Article 2 : d'adopter une Autorisation d'Engagement (AE) budgétaire 2023-2025 et d'imputer cette dépense sur le chapitre 204 compte 20421 du budget 2023 du Département de Mayotte ;

Article 3 : D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer l'accord de consortium contribution France 2030 au PI2M ;

Article 4 : D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



Accord de consortium Contribution France 2030 au PI²M



Ce document a pour objectif de définir les termes et modalités du consortium en charge de la gestion des fonds PIOM et de l'exécution des actions associées dans le cadre du PI²M. Les objectifs attendus par les Partenaires, leurs droits et obligations sont détaillés dans ce Contrat. La gouvernance du consortium est entièrement décrite. La description des éléments financiers présentée dans ce document ne concerne que les financements en lien avec le Plan Innovation Outre-Mer (PIOM). Aussi la planification du Projet est délimitée dans la période de validité du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) de l'AAP PIOM de France 2030.

Accord de consortium	5
1. Preamble.....	6
2. Définitions.....	8
3. Objet.....	11
4. Description du Projet	11
4.1. Organisation d'une dynamique de travail des acteurs de l'innovation	12
4.2. Dynamique du projet	13
4.2.1. Volet vert : Domaine Terrestre	13
4.2.2. Volet Bleu : Domaine Marin	14
4.3. Développement d'une stratégie de mise en réseau de Mayotte et de ses acteurs à l'international	15
4.4. Planification du Projet.....	16
4.5. Dimension innovante et originale du Projet.....	18
5. Engagement des Partenaires	19
5.1. Les engagements techniques	19
5.2. Les engagements légaux.....	20
5.3. Les engagements financiers.....	20
6. Groupement de commande	21
7. Durée.....	21
8. Responsabilité.....	21
9. Le Porteur	23
10. Gouvernance du consortium.....	24
10.1. Comité de Suivi Local (COSUI)	24
10.1.1. Composition du Comité de Suivi Local	24
10.1.2. Rôle du comité de Suivi Local.....	25
10.1.3. Fréquence du Comité de Suivi Local	25
10.2. Comité de Pilotage	25
10.2.1. Composition du Comité de Pilotage.....	25
10.2.2. Fréquence du Comité de Pilotage.....	26
10.2.3. Règle de décision au sein du Comité de Pilotage	27
10.2.4. Rôle du Comité de Pilotage	27
10.3. Les Comités Techniques.....	28
10.3.1. Composition des Comités Techniques	28

10.3.2. Fréquence des Comités Techniques.....	28
10.3.3. Règle de décision au sein des Comités Techniques	29
10.3.4. Rôle des Comités Techniques	29
11. Modifications au sein des Partenaires	29
11.1. Entrée d'un nouveau Partenaire	29
11.2. Retrait et exclusion d'un partenaire.....	30
11.2.1. Retrait d'un Partenaire.....	30
11.2.2. Exclusion d'un Partenaire	30
11.2.3. Droit du Partenaires sortants	31
11.2.4. Obligations du Partenaires sortants	31
12. Sort du matériel/équipement et des documents remis	32
13. Propriété Intellectuelle des Connaissances Propres	32
13.1. Propriété des Connaissances Propres.....	32
13.2. Protection des Connaissances Propres	33
13.3. Utilisation et exploitation des Connaissances Propres	33
14. Propriété Intellectuelle des Connaissances Nouvelles.....	34
14.1. Propriétés des Connaissances Nouvelles.....	34
14.1.1. Propriétés des Connaissances Nouvelles Propres	34
14.1.2. Propriétés des Connaissances Nouvelles Communes.....	34
14.2. Propriété des Connaissances Nouvelles obtenues grâce à des Connaissances Propres	35
14.3. Protection des Connaissances Nouvelles	35
14.4. Exploitation des Connaissances Nouvelles.....	37
14.4.1. Exploitation des Connaissances Nouvelles par les Partenaires propriétaires	37
14.4.2. Exploitation des Connaissances Nouvelles par les Partenaires non-propriétaires	38
15. Marques et autres signes distinctifs	39
16. Confidentialite	39
17. Publications et communications.....	40
18. Intuitu personae.....	41
19. Sous-traitance	42
20. Résiliation	42
21. Respect des obligations sociales	43
22. Clauses générales	43



Université
Perpignan
Via Domitia
CRÉATRICE D'AVENIRS DEPUIS 1350



CRIOBE
UAR3278

PSL* CIRS UP VO

Envoyé en préfecture le 02/10/2023
Reçu en préfecture le 02/10/2023
Publié le
ID : 976-229850003-20230925-DL2509230175-DE

S²LOW

ADMIT
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ET D'INNOVATION DE MAYOTTE

22.1. Intégralité.....	43
22.2. Nullité	43
22.3. Titres	43
22.4. Indépendance des Partenaires	43
22.5. Non sollicitation de personnel	44
22.6. Exécution loyale	44
22.7. Tolérance.....	44
22.8. Loi applicable	44
22.9. Règlement des différends.....	44
22.10. Attribution de compétence	44
22.11. Domiciliation	44
22.12. Notification.....	44
Signatures.....	45
Les Partenaires Hors-Consortium.....	46

Accord de consortium PI2M

Accord de consortium

Vu le règlement général et financier relatif aux modalités d'attribution des aides d'Etat au titre de l'AAP Plan Innovation Outre-mer (PIOM) en vigueur,

Vu la future convention attributive d'aides qui sera signée entre la Caisse des Dépôts et l'ADIM concernant le Pôle d'Innovation Intégré de Mayotte (PI²M).

Il est convenu,

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La collectivité, Département de Mayotte, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mamoudzou sous le numéro 229 850 003 00018, dont le siège social est situé à l'immeuble Sana - rue du Commerce – BP 101 Mamoudzou - 97600 Mamoudzou, représentée par Ben Issa OUSSENI en qualité de président.

CI-DESSOUS DENOMMEE : « Conseil Départemental de Mayotte ou CDM »

ET :

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP), Agence du Développement et de l'Innovation de Mayotte, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mamoudzou sous le numéro 130 022 965 00011, dont le siège social est situé à la Place Mariage 97600 MAMOUDZOU, représentée Zamimou AHAMADI en qualité de présidente.

CI-DESSOUS DENOMMEE : « ADIM »

ET :

L'établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, Université de Perpignan Via Domitia, immatriculé sous le numéro SIRET 196 604 375 00010, dont le siège social est situé au 52 avenue Paul Alduy – 66860 Perpignan cedex 9, représenté par Yvan AUGUET en qualité de président.

L'UPVD agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE – UAR3278), dirigé par Mme Annaig LE GUEN, étant spécifié que l'UPVD a reçu mandat du CNRS pour la signature de l'accord par le président.

CI-DESSOUS DENOMMEE : « UPVD »

Ci-dessous dénommés collectivement « les Partenaires » et individuellement « le Partenaire ».

1. PREAMBULE

1. Les Partenaires ont convenu de mettre en place un projet collaboratif dénommé Pôle Innovation Intégré de Mayotte (PI²M), labellisé/en cours de labellisation dans le cadre des pôles de compétitivité des économies verte et bleue, afin d'exécuter ensemble un programme de recherche et développement sur la valorisation des ressources terrestres et maritimes du territoire de Mayotte, tel que détaillé dans le présent Contrat.
2. Dans le cadre de ce projet, les Partenaires s'intègrent dans un mouvement de fond qui vise à dynamiser l'innovation locale. De nombreuses initiatives ont été enclenchées ces dernières années, portées par les acteurs du développement économique à Mayotte avec en chef de file le Conseil Départemental de Mayotte. Ce dernier déploie une stratégie structurée et partenariale d'innovation enracinée. Concrètement, il s'agit de mutualiser les attentes et les programmes de développement, de les mettre en relation et d'activer ainsi des synergies. Ce travail s'appuie aussi sur un programme de formation des acteurs, particulièrement sur la capacité à formuler leurs problématiques opérationnelles en question de recherche et d'innovation.
3. Les Partenaires ont organisé le Projet en 7 étapes principales :
 - a. Définition des jalons, fin 2020, qui mèneront à la Création du PI²M ;
 - b. Signature de la convention du volet vert entre le Conseil Départemental de Mayotte et l'UPVD pour la mise en place du laboratoire de phytochimie et le recrutement des chercheurs ;
 - c. Définition de l'ADIM comme chef de file pour répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) et à l'AAP PIOM ;
 - d. Candidature et lauréat de l'AMI en 2021 ;
 - e. Signature de la convention avec Verso Consulting pour la mise en œuvre du cahier des charges, et pour constituer le dossier de candidature à l'AAP. Signature de la convention avec SEABOOST pour la réalisation de l'étude de faisabilité technique et économique d'une plateforme immergée ;
 - f. Lauréat de l'AAP PIOM, phase de conventionnement avec l'opérateur national.
 - g. Exécution des actions établies dans le dossier de candidature.
4. La description détaillée du Projet est définie dans l'[article 4](#) du présent Contrat. Les Partenaires disposent chacun d'une expérience et de compétences avérées et susceptibles d'être utilisées dans le Projet.
5. L'ADIM est désigné par l'ensemble des Partenaires comme le Coordinateur des actions menées dans le cadre des financements PIOM, telles que définie dans le dossier de l'AAP.
6. Le [tableau 1](#), ci-dessous, présente un résumé des Contributions respectives des Partenaires au Projet et les contreparties par chacun des Partenaires.

PARTENAIRE	CONTRIBUTION	CONTREPARTIE ATTENDUE
Conseil Départemental de Mayotte	Financier principal et bénéficiaire des retombées du travail du PI ² M. Le Partenaire est consulté en temps réel sur toutes les démarches et projets du PI ² M afin de s'assurer de la parfaite adéquation des objectifs du PI ² M avec ceux de Mayotte.	Assurer la pérennité du projet ; Garantir les retombées économiques sur le territoire ; Permettre aux producteurs du territoire de valoriser localement leur produit ; Générer une synergie entre les agriculteurs et transformateurs ; Développer le domaine de la recherche dans le territoire.
UPVD - CRIOBE	Maitre d'ouvrage du projet, définit la stratégie scientifique à mettre en œuvre pour réaliser les travaux cosmétopée sur le volet vert et les travaux de valorisation des ressources maritimes du lagon sur le volet bleu. Réalise les fiches techniques des consultations et propose aux autres Partenaires les candidatures retenues et les motifs.	Avoir accès à des moyens financiers pour animer la recherche sur le territoire de Mayotte ; Pouvoir communiquer et publier les Résultats des recherches pour les valoriser (articles scientifiques, conférences scientifiques, etc.) ; Etendre la base de données des PAPAM recensés sur le territoire de Mayotte ; Former les futurs scientifiques mahorais et mahoraises ; Promouvoir la recherche sur le territoire mahorais.
ADIM	Chef de file (Coordinateur) du PIOM, assure l'animation du consortium. Assure la gestion administrative et financière. Signataire de la convention de financement établie avec l'opérateur national (Caisse des dépôts). Accompagne le Maitre d'ouvrage pour la sélection des prestataires. Planifie la stratégie de mise en réseau de l'île à l'international.	Proposer aux acteurs locaux de nouvelles techniques de valorisation des ressources terrestres et maritimes ; Assurer une synergie entre les acteurs locaux et les chercheurs ; Dynamiser l'activité économique mahoraises en mettant en place une toute la chaîne de production (agriculteur, usine de transformation, emballage, vente locale et/ou internationale) ; Utiliser les avancées en R&D pour susciter l'intérêt des investisseurs à l'international.

Il a été ainsi convenu et arrêté ce qui suit :

2. DEFINITIONS

« **Action** » : ensemble cohérent d'opérations permettant l'exécution du projet.

« **Aides d'Etat** » : lorsque l'Etat octroie un financement à une entité qui exerce une activité économique, qui avantage cette entité et affecte les échanges entre les Etats membres et la concurrence, le financement est qualifié d'aide d'Etat. Les règles européennes en matière d'Aides d'Etat s'appliquent alors et encadrent l'octroi dudit financement.

« **Ambition** » : objectif de transformation visé par le projet et stratégie mise en œuvre pour l'atteindre.

« **Code Source** » : tout Logiciel exprimé dans un langage de programmation compréhensible par un être humain, y compris l'ensemble des informations incluses dans le Code Source.

« **Code Exécutable** » : tout Logiciel exprimé en langage machine et exécutable à partir d'un ordinateur.

« **Connaissance Propre ou Connaissance Antérieure** » : toutes informations et connaissances techniques, notamment le Savoir-faire, les données, les bases de données, les logiciels, les plans, les schémas, les formules et/ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, protégées ou non, et/ou protégeables ou non par un droit de Propriété Intellectuelle, et tous les droits de Propriété intellectuelle en découlant, nécessaires à l'exécution du Projet et/ou à l'exploitation des Connaissances nouvelles, que chaque Partenaire ou l'une de ses Sociétés affiliées pourrait détenir ou en disposer avant le Projet, et/ou développer ou acquérir, individuellement ou avec des tiers, pendant le Projet mais indépendamment de celui-ci, la preuve pouvant en être rapportée, et que chaque Partenaire accepte de mettre à la disposition des autres Partenaires pour les besoins de l'exécution du Projet.

« **Connaissance Nouvelle** » : toutes informations et connaissances techniques, notamment le Savoir-faire, les livrables, les données, les bases de données, les logiciels, les plans, les schémas, les formules et/ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, brevetées ou non, et/ou brevetables ou non, et tous les droits de Propriété intellectuelle en découlant résultant de l'exécution du Projet, obtenus (i) individuellement par un Partenaire sans le concours d'un autre Partenaire, c'est-à-dire sans la participation d'un autre Partenaire en termes d'activité inventive, intellectuelle ou en termes de Savoir-faire lors de l'exécution de sa contribution.

« **Connaissances Nouvelle Propre** » ou (ii) conjointement par plusieurs Partenaires et/ou leurs sous-traitants et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible la demande de séparer le concours intellectuel de chacun des Partenaires pour la demande ou l'obtention d'un droit de Propriété intellectuelle. Les connaissances nouvelles obtenues conjointement par plusieurs Partenaires ou leurs sous-traitants sont dénommées « **Connaissances Nouvelles Communes** ».

« **Consortium** » : s'entend des travaux et apport de quelque nature que ce soit, réalisés par chaque Partenaire dans le Projet et que décrit en [Préambule](#) et à l'[article 4](#) du Contrat. Les Actions à réalisées par chacun des partenaires sont détaillés dans la convention Attributive d'Aides d'Etat.

« **Contribution** » : partenariat, groupement composé du PORTEUR et de tous les Partenaires participant au PROJET et signataires du Contrat. Selon les particularités du PROJET, le Consortium peut se constituer en plusieurs étapes. Le CONSORTIUM est considéré comme entièrement constitué lorsque l'ensemble des Partenaires chargé de la réalisation des Actions du Projet prévues dans la CONVENTION ATTRIBUTIVE D'AIDES auront signé le Contrat.

« **Contrat** » : l'ensemble constitué par le présent accord de Consortium et ses éventuelles annexes, ainsi que ses avenants.

« **Convention Attributive d'Aides d'Etat** » : désigne la convention signée entre la SGPI¹, l'OPERATEUR et le PORTEUR DE PROJET pour la phase de mise en œuvre du PROJET. Elle matérialise l'engagement juridique pour l'octroi des subventions PIOM relatives à la phase de mise en œuvre du PROJET.

« **Evolution** » : La Propriété Intellectuelle et/ou tout Savoir-Faire résultant de toute amélioration apportée par un ou plusieurs Partenaires aux Connaissances Propres ou aux Connaissances Nouvelles.

« **Dépense Eligible** » : dépense dont le financement peut être pris en compte pour un financement par France 2030.

« **Informations Confidentielles** » : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, dessins, représentations graphiques, spécifications, Savoir-faire, expérience, Logiciels et programmes, les Connaissances propres, les Connaissances nouvelles, les Évolutions, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les Partenaires et se rapportant directement ou indirectement au Projet.

« **Logiciels** », on entend tout programme d'ordinateur ainsi que la documentation associée et le matériel de conception préparatoire, le Code source, ainsi que le Code exécutable de ce programme d'ordinateur.

« **Maitre d'Ouvrage** » : désigne une entité dotée de la personnalité morale bénéficiaire de subvention(s) et chargée à ce titre de la réalisation d'une ou de plusieurs Actions participant à la mise en œuvre du Projet. Le Porteur de projet peut également être Maitre d'ouvrage.

« **Opérateur** » : désigne la Caisse des Dépôts, opérateur du volet, entité qui, notamment, procédera au versement de la subvention PIOM au Porteur.

¹ Secrétariat Général Pour l'Investissement

« **Opérateur Avisé en Economie du Marché** » : désigne le dispositif permettant à des organismes publics d'effectuer des opérations économiques qui ne confèrent pas d'avantage à leur destinataire, de ce fait, ne constituent pas des Aides d'Etat lorsqu'elles sont réalisées dans les conditions normales du marché.

« **Organisme Financier** » : désigne l'Etat français, avec l'engagement de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministre chargé de l'Industrie, le ministre des Outre-Mer, et le secrétaire général pour l'investissement en charge de France 2030.

« **Part du Projet** » : Contribution mise à la charge d'une partie au regard de son rôle dans le cadre de la mise en œuvre du Projet (Maitre d'ouvrage ou Porteur).

« **Partenaire(s)** » : le(s) participant(s) au Consortium, signataire(s) du Contrat.

« **Partenaire(s) Réciplendaire(s)** » : Partenaire qui reçoit les Informations confidentielles du Partenaire titulaire ;

« **Partenaire(s) Hors-Consortium** » : partenaires ne faisant pas partie du Consortium contribuant à l'avancée du Projet, il est mentionné ici des partenaires privés et des partenaires institutionnels.

« **Porteur de Projet (ou Porteur, ou Chef de File)** » : désigne l'ADIM, GIP porteur des actions PIOM mises en œuvre dans le cadre du PI2M. Représentant unique et mandataire des Partenaires auprès de l'Opérateur.

« **Projet** » : projet collaboratif de recherche et développement dénommé Pôle Innovation Intégré de Mayotte (PI²M), faisant l'Objet du Contrat décrit dans l'[article 4](#) du présent Contrat.

« **Propriété Intellectuelle ou PI** » : tous droits d'auteur, droits de propriété industrielle, brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale, droits sur les logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, et tous autres droits de Propriété intellectuelle, y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de Propriété intellectuelle.

« **Résultat** », on entend les Résultats (brevetables ou non) développés dans le cadre de l'exécution du Projet conjointement par des salariés, employés, agents ou collaborateurs extérieurs de plus d'une Partie et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de séparer la contribution de chacune desdites Parties auxdits Résultats pour la demande ou l'obtention d'un DPI.

« **Savoir-Faire** » : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui sont secrètes, c'est-à-dire non généralement connues ou facilement accessibles, substantielles, identifiées ou identifiables.

3. OBJET

Le Contrat a pour objet d'organiser les relations entre les Partenaires dans le cadre de l'exécution du Projet, et, notamment de :

- Déterminer leurs droits et leurs obligations, relatifs à l'exécution du Projet ;
- Déterminer les règles de dévolution des droits de Propriété intellectuelle des Connaissances nouvelles et de leur exploitation ;
- Organiser la gouvernance du Projet ;
- Déterminer les conditions d'accès et d'utilisation des Connaissances propres.

Aucune stipulation du Contrat ne pourra être interprétée comme constituant entre les Partenaires une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Partenaires. Les Partenaires déclarent que le Contrat ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'affectio societatis est formellement exclue.

Aucun Partenaire n'a le pouvoir d'engager les autres Partenaires ni de créer des obligations à la charge des autres Partenaires, en dehors du Coordinateur dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits qui lui sont conférés ci-après.

4. DESCRIPTION DU PROJET

Contexte : le Pôle Innovation Intégré de Mayotte (PI²M)

Le PI²M est un projet global. Les financements demandés dans le cadre du PIOM servent à alimenter des besoins spécifiques à la montée en puissance progressive du PI²M, via en particulier à onze (11) Actions telles que définies dans le [Tableau 1](#). Bien que le présent accord de Consortium concerne uniquement ces onze (11) Actions.

Dans sa globalité, et étant donné le contexte et les enjeux identifiés précédemment, le Projet PI²M se propose de travailler sur trois axes principaux.

Ces trois axes englobent les aspects d'innovation, d'intégration, d'économie verte et bleue, de formation et d'insertion professionnelle précédemment évoqués. La phase d'ingénierie a permis d'identifier les besoins spécifiques nécessitant une contribution PIOM dans le cadre de ces trois (3) axes et de préciser leurs conditions de réalisation et les modalités techniques de chacune de ces actions (budget, planning prévisionnel...). C'est pendant la phase d'ingénierie que les précisions techniques sur le projet de plateforme immergée ont pu être apportées (volet bleu), ainsi que sur les activités de pharmacopée sur le volet vert.

4.1. Organisation d'une dynamique de travail des acteurs de l'innovation

Le premier axe du Projet, consistant à organiser une dynamique de travail des acteurs de l'innovation, correspond à l'**Action 1** du Projet. Cet axe vient renforcer le pôle d'innovation de l'ADIM, dans la continuité du travail qu'il a engagé, en tant que guichet commun et vise à rassembler tous les acteurs de l'innovation à Mayotte afin de coordonner et assurer l'efficacité des actions en faveur de l'innovation.

Globalement, cet axe 1 consistera à soutenir le transfert technologique à partir de connaissances générées sur place ou importées et appliquées au contexte mahorais.

L'axe 1 aura entre autres les missions de :

- Poursuivre l'instauration d'un climat de dialogue et de recherche de coopération entre acteurs de l'innovation locaux, des porteurs de projets aux bénéficiaires, financeurs et autres partenaires qui pourraient être intéressés et intéressants pour la recherche fondamentale et appliquée ;
- Continuer d'identifier, au contact de la société mahoraise, ses besoins et tenter d'y répondre par l'innovation avec les partenaires locaux ou extérieurs par la recherche fondamentale/ appliquée ;
- Mobiliser et rassembler le capital humain, l'intelligence collective mahoraise pour diffuser les solutions identifiées, augmenter les capacités d'absorption des acteurs économiques et sociaux par la formation et la communication, et de créer du lien avec l'international pour faire rayonner l'innovation.

Cet axe sera piloté par un ETP Animateur réseau innovation recruté par l'ADIM. Outre son rôle d'animateur réseau au sein du Consortium (20% du son temps dédié), cet ETP occupera une place essentielle pour (80% du temps restant) :

- Organiser et piloter les réunions de coordination du PIOM détaillés dans l'[article 10](#) ;
- Animer le réseau de l'innovation mahorais ;
- Suivre les différentes actions engagées dans le cadre du PIOM ;
- Repérer les projets sur le territoire qui pourraient faire l'objet d'un accompagnement du PI²M ;
- Trouver des opportunités de partenariats, de collaboration, en lien avec le projet de recherche PI²M qui pourra être utile notamment pour l'axe 3 ;
- Assurer le dialogue entre tous les acteurs du projet et introduire une méthode de travail cohérente ;
- Réaliser des études, des actions de sensibilisation et de communication autour des enjeux de l'économie vert et de l'économie bleu sur le territoire ;
- Piloter les missions d'accompagnement des projets ayant vocation à devenir des entreprises créatrices de valeur ;
- Contribuer à la recherche de co-financement en lien avec les points indiqués.

4.2. Dynamique du projet

L'axe 2 constitue l'axe opérationnel du PI²M. Il engage la mise en œuvre de projets innovants de manière concrète, en particulier sous la forme « proof-of-concept (POC) » (en français « preuve que le concept fonctionne » ou « démonstration d'efficacité »).

Ces projets associent, sans être exhaustif, de la recherche appliquée et fondamentale, du génie écologique à dimension économique et sociale, des financements pluriels, des acteurs mahorais et des entreprises locales (existantes ou futures) ainsi que régionales.

L'axe 2 repose sur deux volets principaux, l'un dans le domaine terrestre, l'autre dans le domaine marin. À terme, chaque volet aura vocation à intégrer plusieurs projets pilotes avec comme volonté commune d'agir sur le développement durable et l'économie du territoire. Dans le cadre du PIOM, seul un ou deux projets par volet feront l'objet d'une demande de financement.

4.2.1. Volet vert : Domaine Terrestre

L'axe opérationnel du PI²M pour le volet vert, dénommé axe 2A, se structure autour de deux grandes thématiques :

- a) La cosmétopée mahoraise ;
- b) La pharmacopée mahoraise ;

De manière très concrète, les projets s'appuient sur le recensement, l'étude et la valorisation des biomolécules actives contenues dans les végétaux présents à Mayotte afin de générer des produits à forte valeur ajoutée en cosmétopée et en pharmacopée, labélisés bio et made in France. L'axe 2A est également en place afin d'accompagner dans un deuxième temps les organismes privés dans leurs phases de RDI, de proposer des opportunités de développement identifiées par les équipes de recherche, de participer à la relance de la filière Ylang, de faire du contrôle de qualité et d'aller vers des produits finis 100% made in Mayotte en utilisant les ressources de la biodiversité et les techniques d'extraction innovantes.

Bien que la valorisation de ces produits conduise à des applications différentes, il existe de nombreuses synergies entre les deux projets (cosmétopée et pharmacopée), c'est pourquoi ils seront traités en parallèle par la suite, en n'omettant pas néanmoins de mentionner les spécificités de chacun lorsque cela s'avère nécessaire.

Les deux projets ne bénéficient pas non plus du même niveau de maturité : les activités de cosmétopée avaient ainsi débuté courant 2021 alors que la réalisation d'un état de l'art en pharmacopée vient d'être initié en Janvier 2023.

Afin de mettre en œuvre l'axe 2A, l'équipe de chercheurs de l'UPVD-CRIOBE ont élaboré quatre actions qui s'inscrivent dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir (PIA) du PIOM :

- Poursuite de la mise en place du laboratoire de phytochimie et du matériel au sein du PER à traverser l'acquisition d'un éventail réduit de matériel innovant. Cette action constitue l'**Action 2 du Projet**.
- Réalisation de l'inventaire et du criblage d'un échantillon réduite de plantes d'intérêt pour la pharmacopée. Cette action constitue donc l'**Action 3 du Projet**.

- Réalisation d'études agronomiques pour la mise en culture des plantes sélectionnées de l'action précédente. Cette action correspond à l'**Action 4 du Projet**.
- Développement d'une stratégie d'éco-extraction adaptée et innovante et d'une stratégie de valorisation des co-Produits. Cette action correspond à l'**Action 5 du Projet**.

4.2.2. Volet Bleu : Domaine Marin

L'élément phare de Volet Bleu correspond à la mise en place d'une plateforme d'innovation, de recherche et d'éducation en milieu marin. Ce volet correspond à l'axe 2B du Projet.

De manière très concrète, il s'agit d'une plateforme d'expérimentation immergée dans le lagon de Mayotte ayant vocation à devenir un espace de travail partagé - « *coworking space* » - entre scientifiques et acteurs privés mahorais.

Celle-ci a ainsi vocation à héberger en son sein une multitude de projets différents sous la forme de « *proof of concept* » (POC), prototypes et tests. Parmi les thématiques de projets retenues à l'heure actuelle qui seront développées dans la suite de ce document, on pourra citer :

- La culture d'organismes fixés (éponges, macroalgues, etc.) et leur valorisation dans les domaines cosmétiques, pharmaceutique, d'extraction pour l'innovation et alimentaires ;
- L'utilisation des post-larves à fin d'aquaculture, d'aquariophilie et de réensemencement du lagon. Test de prototypes de regroupement automatique naturel des larves ;
- La plateforme comme support de test de croissance et de faisabilité pour l'aquaculture innovante (espèces rares ou encore peu valorisées, aquaculture multi-trophique intégrée...) ;
- La mesure de l'effet « récif artificiel ». la structure en tant que telle fera office d'abris et de support à la création et au développement de la vie sur et autour d'elle. Le suivi de cet effet pourra permettre de conclure sur l'utilisation de structure similaire pour l'augmentation de la biodiversité et de la productivité de la vie marine dans le lagon, comme cela semble être le cas dans d'autres pays.

Afin de mettre en œuvre l'axe 2A, l'équipe de chercheurs de l'UPVD-CRIOBE ont élaboré quatre actions qui s'inscrivent dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir (PIA) du PIOM :

- Réalisation des études et documents administratifs relatifs au placement de la plateforme dans le cadre de la demande d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT), cas par cas et déclaration loi sur l'eau. Cette action constitue l'**Action 6 du Projet**.
- Acquisition de matériels et d'équipements de travail sur le site. Cette action correspond à l'**Action 7 du Projet**.
- Construction de la structure et déploiement progressif de la plateforme dans le lagon de Mayotte. Cette action correspond à l'**Action 8 du Projet**.
- Maintenance de la plateforme, cette action correspond à l'**Action 9 du Projet**.
- Recrutement d'un ETP pour animer la coordination des projets de la plateforme. Cette action constitue l'**Action 10 du projet**.

4.3. Développement d'une stratégie de mise en réseau de Mayotte et de ses acteurs à l'international

Le troisième et dernier axe du Projet piloté par l'ADIM, l'un des rôles est d'assurer l'attractivité internationale du territoire permettra la mise en réseau du PI2M via la participation à des projets ou des réseaux nationaux et internationaux.

Cet axe est composé d'une seule action, correspond à l'Action 11 du Projet. Les missions attendues de cette action sont les suivantes :

- Mettre à disposition un chargé de mission du Pôle Attractivité-International de l'ADIM à hauteur de 0.2-0.3 ETP ;
- Utiliser les canaux de diffusion et de rencontre du Pôle Attractivité pour faire rayonner Mayotte et la France à l'international ;
- Lister les événements en lien avec les thématiques de l'économie vert et de l'économie bleu proposés par Business France, BPI Mayotte et CAP Business Océan Indien (dont l'ADIM est le représentant local) en lien pour organiser des missions dans la région et à l'international ;
- Promouvoir les Résultats obtenus de l'axe 2 durant les missions hors-sols ;
- Attirer l'intérêt des investisseurs internationaux sur le Projet du PI2M ;
- Créer une synergie de travail régional en mettant en place une chaîne de production régional (à titre d'exemple : importer les produits agricoles comoriens, transformer et emballer les produits à Mayotte, et les vendre dans la région ou à l'international).

Les canaux d'entrées de l'ADIM à l'international sont les suivants :

- Business France ;
- BPI France ;
- CAP Business Océan Indien ;
- Les CCI France locaux ;
- Le service économique des ambassades de France ;
- Les incubateurs locaux.

L'ADIM peut aussi organiser des missions exceptionnelles à l'international dont lesquelles il pourra faire la promotion des avancées scientifiques et technologiques du PI2M.

Une demande de financement INTERREG Canal du Mozambique est en cours avec la CCI Mayotte pour travailler sur l'Axe 2A avec Madagascar.

4.4. Planification du Projet

Les détails de la planification budgétaire et la part de chaque action sont décrits dans le [Tableau 1](#). La planification temporelle des actions à réaliser, est détaillée dans le digramme de Gantt de la [Figure 1](#). Les fiches d'action détaillant chaque action (méthodologie, montant, Résultats attendus, ...) seront envoyés à l'Opérateur courant septembre 2023.

Tableau 1 : Estimation du budget par action et répartition des parts.

Action	Budget [k€]	AAP PIOM		Autres Fonds		
		Part [%]	Montant [k€]	Structure	Part [%]	Montant [k€]
Action 1	250,00	70	175,00	CDM	30	75,00
Action 2	335,00	70	234,50	CDM	30	100,50
Action 3	220,00	70	154,00	CDM	30	66,00
Action 4	270,00	64	172,80	CDM	36	97,20
Action 5	220,00	70	154,00	CDM	30	66,00
Action 6	20,00	50	10,00	CDM	50	10,00
Action 7	500,00	25	125,00	CDM	75	375,00
Action 8	365,00	70	255,50	CDM	30	109,50
Action 9	50,00	62	31,00	CDM	38	19,00
Action 10	210,00	70	147,00	CDM	30	63,00
Action 11	80,00	70	56,00	CDM	30	24,00
Projet global	2 520,00	60	1514,80	CDM & ADIM FEDER	40	1005,20

Le Conseil Départemental de Mayotte s'engage à investir 1,005 M€ en fonds propres pour la réalisation du Projet. Le CDM décaissera le montant à l'ADIM en plusieurs tranches. Les modalités des tranches seront détaillés dans le document nommé « Rapport de délibération » qui sera envoyé à l'Opérateur et ajouté en annexe.

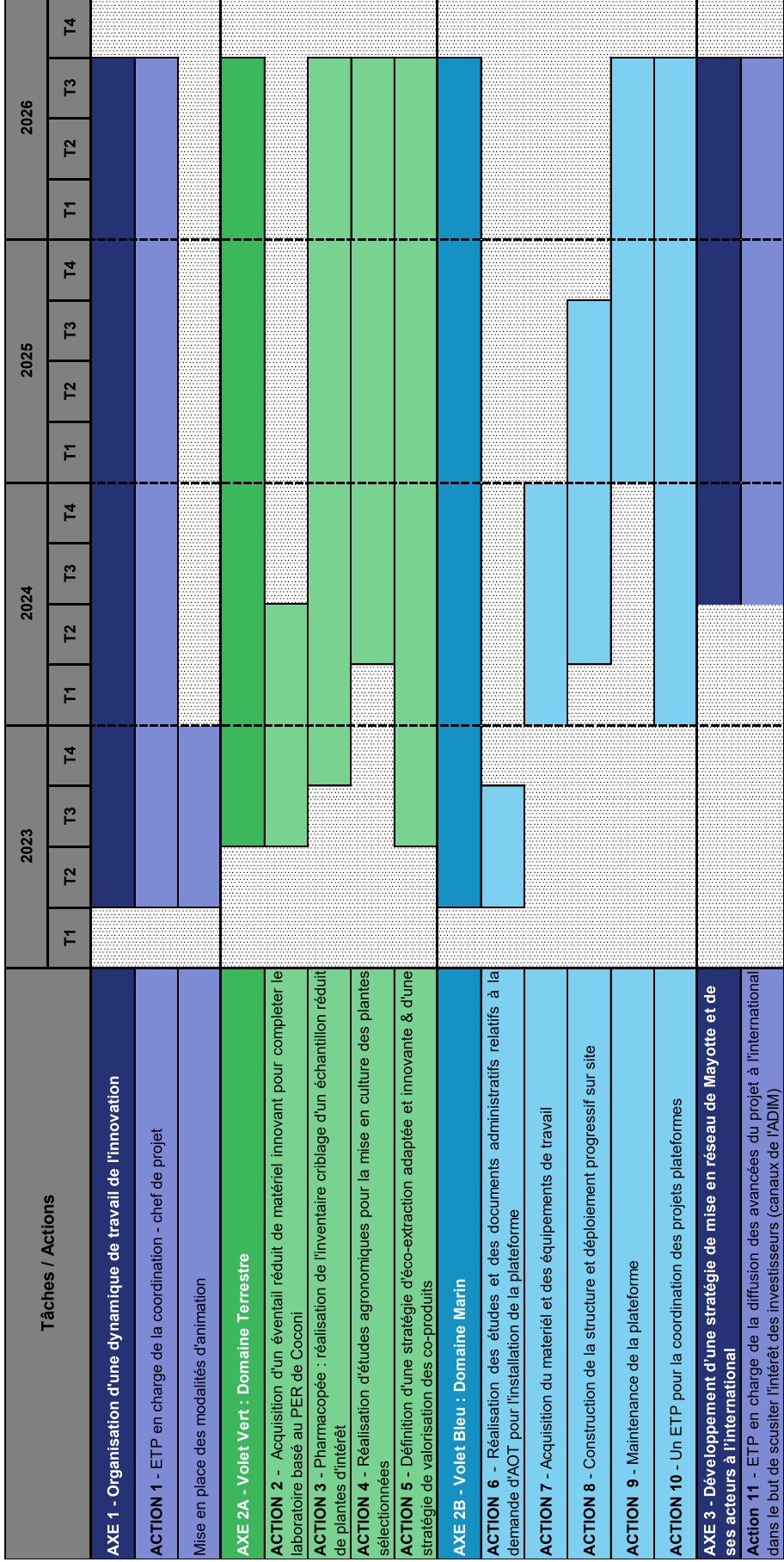


Figure 1 : Diagramme de Gantt du Projet.

4.5. Dimension innovante et originale du Projet

La mise en place du PI²M est un projet innovant en lui-même, car le Consortium fait le lien entre la recherche et la société, permettant à la fois de transférer et d'utiliser au mieux les Résultats des travaux et études, d'identifier et de mettre en œuvre des synergies, d'optimiser les processus et d'apporter de la créativité auprès des différents secteurs, ainsi que de mener de front ses propres projets et preuves de concept sur les secteurs identifiés comme prioritaires sur le territoire.

Le PI²M porte ainsi de nombreuses ambitions, et les projets qui sont présentés ici pour les financements PIOM sont indispensables à la stratégie de développement de celui-ci.

La participation à une cellule dédiée à la dynamisation de l'innovation dans l'Axe 1 apporte une méthode de travail et un outil nouveau pour le territoire, permettant de corriger les lacunes actuelles de transversalité et de collaborations éclairées dans certains domaines. Les méthodes de travail mises en place permettront une véritable accélération et catalyse de l'innovation et du développement durable de Mayotte.

Les travaux sur la pharmacopée et l'économie verte permettront d'exploiter enfin le potentiel extraordinaire de la biodiversité mahoraise et de positionner Mayotte comme un hotspot de l'excellence scientifique et de l'innovation dans la région, permettant d'y développer des solutions adaptées et uniques.

La mise en place de la plateforme d'innovation immergée, unique au monde dans sa conception, est innovante à la fois par l'élégance des synergies et de l'outil, mais également au cas par cas pour chaque projet qui s'y déroulera, alliant solutions concrètes et exploration d'idées innovantes à fort potentiel économique.

De manière globale, le PI²M, en particulier via les Actions PIOM, se positionne comme un moteur de l'innovation Mahoraise, enraciné et intégré.

5. ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Cet article fixe la série d'engagements généraux auxquels les Partenaires doivent se soumettre dans la carte de l'exécution du Projet.

5.1. Les engagements techniques

Les PARTENAIRES s'engagent à :

- Apporter dans le PROJET leurs CONTRIBUTIONS (notamment financières et techniques), telles que précisées dans la future Convention attributive d'Aides d'Etat ;
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de leurs CONTRIBUTIONS dans les délais impartis ;
- De manière générale, faire leurs meilleurs efforts pour mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de leurs Contributions dans les délais impartis. Il est expressément convenu entre les Partenaires que le présent engagement constitue une obligation de moyens et non une obligation de Résultats au sens de la jurisprudence.

De plus, afin de permettre au Porteur, de remplir ses obligations, les Partenaires s'engagent à :

- Lui fournir tous les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'Opérateur dans des délais compatibles avec les délais impartis par ce dernier ;
- Porter à sa connaissance l'état d'avancement de sa part du Projet ;
- Le prévenir sans délai de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du Projet ;
- Lui transmettre, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de Projet et des relevés des dépenses destinés à l'Opérateur ;
- Mettre en place une traçabilité quant à la réalisation des Contributions.

Chaque Partenaire s'engage en outre à nommer en interne un responsable technique, chargé de rendre compte de la réalisation des Contributions auprès du Porteur.

Pour faciliter la réalisation et le suivi de ces engagements techniques, ceux-ci sont déclinés dans le « Cahier des Fiches Actions² » pour chacun des Partenaires. Chaque Partenaire s'engage ainsi à produire dans les temps impartis les livrables attendus avec les moyens humains prévus pour chaque action.

En outre, chaque Partenaire s'engage à informer au Porteur par écrit dès qu'il en a connaissance et à proposer un plan d'actions destiné à y remédier le cas échéant :

- De tout évènement pouvant affecter le bon déroulement des actions ou la bonne exécution du Contrat ;

² Le Cahier des Fiches Actions sera validé par les Partenaires et transmis à l'Opérateur

- De toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre du Contrat, ainsi que de toute modification de cette situation ;
- De tout changement de la forme juridique du Partenaire préalablement à la réalisation dudit changement.

5.2. Les engagements légaux

Chaque Partenaire s'engage à :

- Respecter, pour sa Part du projet, les règles d'encadrement relatives aux Aides d'Etat ;
- Respecter les droits des tiers, notamment les droits de Propriété Intellectuelle. A cet égard, chaque Partenaire fait son affaire personnelle des droits que des salariés ou tiers pourraient revendiquer sur les Connaissances Nouvelles dont il est propriétaire ou copropriétaire ;
- Respecter les dispositions d'ordre public du Code de la Propriété Intellectuelle relatives aux droits moraux et patrimoniaux des auteurs et inventeurs ;

5.3. Les engagements financiers

Cette partie fixe les engagements financiers des Partenaires, chacun d'entre eux :

- Est responsable de la complétude du plan de financement des ACTIONS dont il est porteur opérationnel ;
- S'engage à réaliser les dépenses prévisionnelles relatives à sa Part du projet, et à en fournir les justificatifs nécessaires au versement de la subvention ;
- S'engage à investir dans le Projet les ressources financières présentées au sein de la future Convention Attributive d'aides d'Etat ;
- Habilité le Porteur à signer la Convention Attributive d'Aides d'Etat conclue avec l'Opérateur ;
- Autorise le Porteur à le représenter et à agir en son nom et pour son compte dans le cadre de la phase de mise en œuvre du Projet auprès de l'Opérateur ;
- Autorise le Porteur à recevoir la subvention relevant de la Convention Attributive d'Aides d'Etat pour son compte et à lui reverser la subvention conformément aux modalités et conditions prévues dans le présent Contrat et la Convention attributive d'Aides d'Etat.

6. GROUPEMENT DE COMMANDE

Les Partenaires peuvent (de manière facultative) constituer un groupement de commande.

En vertu de l'article L2113-7 du Code de la commande publique, la convention constitutive du groupement, signée par ses membres, définit les règles de fonctionnement du groupement. Elle peut confier à l'un ou plusieurs de ses membres la charge de mener tout ou une partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres. Dans ce cadre, les acheteurs membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la convention constitutive, à la condition que l'information de la commande publique ait été approuvée par l'ensemble des partenaires.

7. DUREE

Le Contrat entrera en vigueur à sa date de signature avec un effet rétroactif au 02/03/2023.

Le Contrat est conclu pour la durée du Projet, et prendra fin lorsque tous les Partenaires auront réalisé l'ensemble de leurs Contributions, conformément à la description du Projet figurant dans l'[article 4](#) du Contrat et au plus tard 36 mois après la signature de ce présent accord de Consortium. Il pourra toutefois être prolongé après accord de chacun des Partenaires par voie d'avenant signé par les Partenaires.

Nonobstant la fin du Contrat, pour quelque raison que ce soit, les Partenaires resteront tenus par les termes des clauses « Propriété intellectuelle des Connaissances propres », « Propriété intellectuelle des Connaissances nouvelles », « Marques et autres signes distinctifs », « Confidentialité » et « Publications et communications » pour leur durée propre.

8. RESPONSABILITE

Cet article définit le champ de responsabilité entre les Partenaires dans la limite de leur engagement dans le Cadre du Projet :

- Chaque Partenaire est responsable, pendant l'exécution du présent Contrat, de tous dommages qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseur et/ou prestataires de services, pourraient causer à un autre Partenaire ;
- D'un commun accord, les Partenaires conviennent que leur responsabilité ne sera engagée que pour les conséquences de dommages directs, et que l'indemnisation des dommages indirects est exclue. Dans ce cadre, les Partenaires conviennent que sont notamment des dommages indirects les pertes de bénéfices, les pertes de chiffres d'affaires, les pertes de revenus, les pertes de commandes, de clients, d'exploitation, les dégradations accidentelles du matériels et des équipements communs, de même

que les dégradations issues de causes étrangères (catastrophes naturelles, incivilités, etc.) ;

- Chaque Partenaire demeure responsable des dommages causés aux tiers de son fait à l'occasion de l'exécution du Contrat ;
- Assurances : Chaque Partenaire, devra, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est possible et compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens et aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution des tâches du Contrat qui les concernent ;
- Chaque Partenaire est responsable des informations transmises au Porteur de projet pour l'établissement de l'annexe à la Convention Attributive d'Aides d'Etat relatives au budget prévisionnel par action et calendrier de réalisation, ayant permis d'établir le calendrier prévisionnel des demandes de versements de la subvention PIOM ;
- Le Porteur est responsable de la gestion de la subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes et les conservera pendant toute la durée de la Convention Attributive d'Aides d'Etat et pendant une durée de dix ans à compter du terme de ladite convention ;
- Les Partenaires reconnaissent que les Connaissances Propres, les Connaissances Nouvelles, les Informations Confidentielles et toute autres informations communiquées par l'un des Partenaires à un autre Partenaire dans le cadre de l'exécution du Contrat, sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature que ce soit. Ces Connaissances Propres, Connaissances Nouvelles, Informations Confidentielles et toutes autres informations communiquées par l'un des Partenaire à un autre Partenaire dans le cadre du présent Contrat à leurs frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucun des Partenaires n'aura de recours contre un autre Partenaire, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de Propriété Intellectuelle.

9. LE PORTEUR

ADIM, est désigné comme « **Porteur de projet** ».

Le Porteur est notamment chargé :

- De représenter les Partenaires en tant que mandataire auprès de l'Opérateur. Il s'engage au titre de la Convention Attributive d'Aides d'Etat en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires. Il est le seul interlocuteur de l'Opérateur ;
- De reverser aux Partenaires la quote-part de l'Aide d'Etat PIOM, France 2030, obtenu de l'Opérateur, conformément aux modalités prévues dans le règlement général et financier de l'AAP PIOM ;
- De diffuser aux Partenaires toutes correspondances d'intérêt commun en provenance de l'Opérateur, ou toutes correspondances à destination de l'Opérateur ayant notamment pour objet de leur faire part de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du Projet ;
- De rassembler et transmettre à l'Opérateur, un rapport sur l'état d'avancement du Projet sur le plan technique, administratif et financier ainsi qu'un rapport de fin de projet au terme du Projet ;
- Présider à la bonne marche générale du Projet.

Par ailleurs, le Porteur est chargé de faire le lien entre les Partenaires entre eux et entre les Partenaires et les différentes instances de gouvernance. À ce titre, le Porteur :

- Est responsable de la communication entre les Partenaires ;
- Assure le suivi du versement des contreparties annoncées ;
- Convoque les instances d'animation collective du projet, rédige et diffuse les comptes rendus, tient les registres des comptes rendus, et, de manière générale, assure le secrétariat du Projet.

Le Porteur n'est pas autorisé à agir au-delà du périmètre de sa mission, défini dans ce Contrat. Il n'est pas non plus autorisé à prendre un engagement quelconque au nom et pour le compte de l'un des Partenaires ou de l'ensemble d'entre eux, sans l'autorisation préalable de ceux-ci.

10. GOUVERNANCE DU CONSORTIUM

La gouvernance du Consortium est organisée autour :

- D'un Coordinateur, Chef de File ;
- D'un Comité de Suivi Local ;
- D'un Comité de Pilotage ;
- De trois Comités Techniques (Volet Vert, Volet Bleu, Communication et Internationalisation).

La [figure 2](#), ci-dessous, illustre l'organisation de la gouvernance.

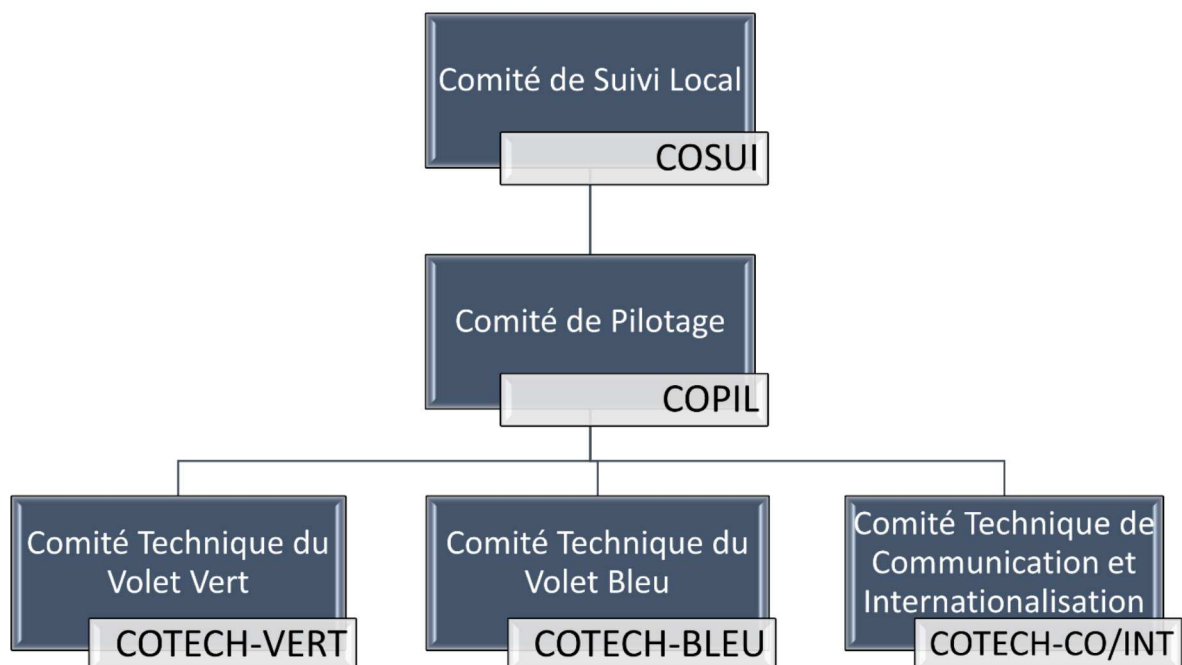


Figure 2 : Organisation de la gouvernance du Consortium.

10.1. Comité de Suivi Local (COSUI)

10.1.1. Composition du Comité de Suivi Local

Pour favoriser le bon déroulement du Projet, il est créé un Comité de Suivi Local. Suivant les recommandations de l'Opérateur, seul le Chef de File peut représenter le Consortium durant ce comité.

Le COSUI est composé d'un représentant des différents Acteurs Institutionnels locaux qui peuvent avoir un pouvoir décisionnaire sur le dérouler du Projet (La préfecture, la SGAR, la DEAL, etc.) et l'Opérateur.

Les Partenaires feront en sorte de porter à la connaissance des autres Partenaires par courrier/mail tout changement de leurs représentants.

Les représentants, nommés par les Partenaires au sein de leur structure, doivent avoir le pouvoir d'engager les Partenaires dans le cadre du Projet. Ces représentants sont :

PRENOM	NOM	Poste
Zamimou	AHAMADI	Présidente de l'ADIM
Mamadou	KONATE	Directeur Général de l'ADIM
Madi	MADI HALIDI	Chef de projet PIOM de l'ADIM

Tableau 2 : Représentant les Partenaires du Consortium durant le COSUI Local

Le Comité de Suivi est présidé par le préfet ou son représentant.

10.1.2. Rôle du comité de Suivi Local

Le Comité de Suivi Local permet de présenter :

- Le statue sur l'orientation stratégique du Projet
- Le statue sur le budget du Consortium et les éventuelles modifications à y apporter au regard du projet de budget
- Le statue sur les éventuelles modifications à apporter aux Contributions.
- Le statue sur l'avancement de la réalisation des Contributions ;
- Les livrables produits ;
- Les actions totalement réalisées et leurs impacts sur l'écosystème local ;
- Les problèmes rencontrés et les solutions proposées ;

En outre le Comité de Suivi Local permet aussi de trouver des solutions à des problèmes qui sortent du champ d'actions des Partenaires mais qui peuvent être résolues avec le soutien des structures institutionnelles locales.

10.1.3. Fréquence du Comité de Suivi Local

Le Comité de Suivi Local se réunit au moins deux (2) fois par an, sur convocation du Coordinateur.

Les réunions du Comité de pilotage feront l'objet de comptes rendus rédigés par le Coordinateur et transmis à chacun des Partenaires dans les quinze (15) calendaires suivant la date de réunion. Tout compte rendu est considéré comme accepté par les Partenaires si quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection n'a été formulée par écrit à l'attention du Coordinateur.

10.2. Comité de Pilotage

10.2.1. Composition du Comité de Pilotage

Le comité de Pilotage est composé de l'animateur et des représentants de chaque Partenaire.

Les Partenaires feront en sorte de porter à la connaissance des autres Partenaires par courrier/mail tout changement de leurs représentants.

Le Comité de pilotage est présidé par la Présidente de la structure Chef de File.

Tableau 3 : Identité des personnes conviées aux comités de pilotage.

PRENOM	NOM	POSTE	PARTENAIRES
Zamimou	AHAMADI	Présidente	ADIM
Mamadou	KONATE	Directeur Général, désigné comme directeur des axes 1 et 3 du Projet	ADIM
Madi	MADI HALIDI	Chef de Projet PIOM	ADIM
Cédric	BERTRAND	Chef de file scientifique - Economie Verte, désigné comme Directeur du Volet Vert	UPVD - CRILOBE
Éric	CLUA	Chef de file scientifique - Economie Bleue, désigné comme Directeur du Volet Bleu	EPHE - CRILOBE
Thomas	VIGNAUD	Directeur des opérations	UPVD - CRILOBE
Bibi	CHANFI	(Élue) 2 ^e VP chargée du Développement Économique et Coopération Décentralisée	CDM
Saïtu	SAID HALIDI	Directeur des Ressources Terrestres et Maritimes (DRTM)	CDM
Dahabia	CHANFI	Directrice de la Direction des Politiques Scolaires et Universitaires (DPSU)	CDM
Youssef	DAHALLANI	Chargé de mission – Économie Bleue et Environnement Marin et Littoral (EBEML)	CDM
Mohamed	ISSOUF	Chargé de préfiguration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Mayotte (ARBM)	CDM

En outre, les Partenaires conviennent que pour certains aspects techniques du Projet, le Comité de pilotage pourra faire appel à des tiers experts, pour assister à une ou plusieurs réunions du Comité de pilotage. Chaque Partenaire peut s'opposer à la présence d'un tel tiers expert n'appartenant pas au personnel d'un des Partenaires. Si de tels tiers experts n'appartiennent pas au personnel d'un des Partenaires, ils devront avoir signé un accord de confidentialité préalablement à leur participation au Comité de pilotage. Ces tiers experts joueront un rôle consultatif et ne participeront pas à la prise des décisions par le Comité de pilotage.

10.2.2. Fréquence du Comité de Pilotage

Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation du Coordinateur. Des réunions extraordinaires du Comité de pilotage peuvent être organisées par le Coordinateur, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'un ou plusieurs

Partenaires. Sauf urgence, le Coordinateur adresse la convocation et l'ordre du jour aux membres du Comité de pilotage au moins quinze (15) jours calendaires avant la réunion.

Les réunions du Comité de pilotage feront l'objet de comptes rendus rédigés par le Coordinateur et transmis à chacun des Partenaires dans les quinze (15) calendaires suivant la date de réunion. Tout compte rendu est considéré comme accepté par les Partenaires si quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection n'a été formulée par écrit à l'attention du Coordinateur.

10.2.3. Règle de décision au sein du Comité de Pilotage

Le Comité de pilotage est valablement réuni si l'ensemble de ses membres sont présentes ou représentées. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de pilotage est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder quatre (4) semaines à compter de la date de la réunion initiale. À la suite de cette seconde convocation, le Comité de pilotage est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint. Chaque membre du Comité de pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Toutes les décisions du Comité de pilotage sont prises à l'unanimité des membres présents ou représentés. Chaque membre du Comité de Pilotage a une voix de même valeur.

Chaque fois que l'unanimité n'est pas atteinte, le Comité de pilotage réexaminera le(s) point(s) de désaccord dans un délai maximum de trois (3) semaines. En cas de désaccord persistant au sein du Comité de pilotage, la question sera tranchée à la majorité simple. En cas de partage des voix, la voix du Coordinateur (Présidente du Chef de File) est prépondérante.

Dans l'hypothèse visée à l'article 11.2, le Partenaire défaillant ou souhaitant se retirer ne prend pas part au vote et la décision intervient à l'unanimité de tous les autres Partenaires présents ou représentés.

10.2.4. Rôle du Comité de Pilotage

Le Comité de pilotage a pour fonction de désigner les directeurs des Comités techniques.

Le Comité de pilotage prend les décisions relatives à la direction globale du Projet, en conformité avec les stipulations du Contrat, et conformément aux attributions suivantes :

- Statue sur l'orientation stratégique et scientifique du Projet ;
- Statue sur le budget du Consortium et les éventuelles modifications à y apporter au regard du budget initialement fixé ;
- Statue sur les éventuelles modifications à apporter aux Contributions. Toute modification, et notamment l'augmentation de la Contribution d'un des Partenaires, se fait sur proposition du Coordinateur après accord écrit préalable et exprès du (des) Partenaire(s) concerné(s) ;
- Statue sur l'avancement de la réalisation des Contributions ;
- Statue sur l'entrée d'un nouveau Partenaire dans le Consortium, dans les conditions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » ;
- Statue sur le retrait ou l'exclusion d'un Partenaire, dans les conditions de l'article « Retrait ou exclusion d'un Partenaire » ;

- Contrôle le respect des règles de confidentialité telles que définies aux articles « Confidentialité » ;
- Contrôle le respect des droits de Propriété intellectuelle de chaque Partenaire, tels que définis aux articles « Propriété intellectuelle des Connaissances propres » et « Propriété intellectuelle des Connaissances nouvelles » ;
- Statue sur le principe et le contenu des publications et communications relatives au Projet dans son ensemble et/ou notamment aux Connaissances nouvelles, dans les conditions de l'article « Publications et communications » ;
- Reçoit les informations sur les sous-traitants proposés par les Partenaires pour la réalisation de tout ou partie de certaines Contributions, dans les conditions de l'article « Sous-Traitance » ;
- Fait des propositions et arbitre sur la Propriété intellectuelle conjointe à plusieurs Partenaires, notamment sur la protection adéquate, les dépôts éventuels (brevet, enveloppe Soleau, APP, etc.), le territoire géographique de protection des droits et les budgets corrélatifs. Seuls les Partenaires copropriétaires concernés prennent part à la prise de ces décisions ;
- Arbitre en cas de difficultés d'exécution du Projet, et statue, sur proposition du Coordinateur ou d'un des Partenaires, notamment sur les solutions à apporter ;
- Définit le budget à décaisser par le Chef de File aux Partenaires faisant la demande ;
- Etablit la méthodologie de décaissement des fonds.

10.3. Les Comités Techniques

Des Comités techniques seront créés par domaine technique selon l'organisation du Projet, telle que décrite dans la description du Projet figurant à l'[article 4](#) du Contrat. Il est créé un Comité technique pour chaque axe du Projet. Les axes 1 et 3 sont traités durant le Comité Technique de Communication et Internationalisation.

10.3.1. Composition des Comités Techniques

Les directeurs des comités techniques du volet vert, du volet bleu, et de la communication et internationalisation seront respectivement Cédric BERTRAND, Éric CLUA et Mamadou KONATE.

Les COTECH des volets vert et bleu seront composés de l'ensemble de l'équipe de l'UPVD basé au PI2M, de l'animateur du PIOM, de deux agents du Conseil Départemental de Mayotte (Dahabia CHANFI et Mohamed YOUSSEF) et d'un technicien du CDM spécialiste du domaine (Saïtu SAID HALIDI pour le volet vert et Youssouf DAHALANI pour le volet bleu).

Les COTECH de la communication et internationalisation seront composés de l'animateur du PIOM et de l'équipe du pôle attractivité internationale de l'ADIM.

10.3.2. Fréquence des Comités Techniques

Chaque Comité technique se réunit autant que de besoin pour la réalisation des tâches et du planning associé, sur convocation de son Directeur. Des réunions extraordinaires peuvent être organisées par le Directeur d'un Comité Technique, en cas d'urgence notamment, sur

demande écrite et motivée d'un ou plusieurs Partenaires, membres du Comité technique considéré.

Sauf urgence, le Directeur adresse la convocation et l'ordre du jour aux membres du Comité technique au moins dix (10) jours avant la réunion. Les réunions du Comité technique feront l'objet de comptes rendus rédigés par le Directeur et transmis à chacun des Partenaires, dans les dix (10) jours suivant la date de réunion. Tout compte rendu est considéré comme accepté par les Partenaires si quinze (15) jours à compter de son envoi, aucune objection n'a été formulée par écrit à l'attention du Directeur.

10.3.3. Règle de décision au sein des Comités Techniques

Les Comités techniques sont valablement réunis si les proportions de leurs membres sont présentes ou représentées. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité technique est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder deux (2) semaines à compter de la date de la réunion initiale. À la suite de cette seconde convocation, le Comité technique est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint. Les membres des Comités techniques peuvent recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Tous les membres des Comités techniques disposent d'une voix de même valeur. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de non atteinte de la majorité simple, la question sera tranchée par le Directeur du Comité technique.

10.3.4. Rôle des Comités Techniques

Les Comités techniques sont chargés :

- D'assurer le suivi dans la réalisation des Contributions de chaque Partenaire ;
- De faire des propositions d'évolution, de modification ou de réorientation du Projet au Comité de pilotage ;
- De mettre en œuvre les orientations stratégiques et scientifiques décidées par le Comité de pilotage ;
- D'informer le Coordinateur et le Comité de Pilotage des décisions prises par les comités techniques, des difficultés dans l'exécution du Projet et/ou de la défaillance de l'un des Partenaires dans la réalisation de ses Contributions ;
- De regrouper et recenser les besoins budgétaires à présenter pendant le Comité de Pilotage ;

11. MODIFICATIONS AU SEIN DES PARTENAIRES

11.1. Entrée d'un nouveau Partenaire

L'entrée d'un nouveau partenaire dans le Consortium est subordonnée à un accord unanime des membres du Comité de pilotage. Elle deviendra effective le jour de la signature par le nouveau partenaire et par tous les Partenaires d'un avenant au Contrat ratifiant celui-ci. Cet avenant sera annexé au Contrat. À compter de cette date, le nouveau partenaire sera tenu

par les obligations fixées dans l'avenant au Contrat qu'il aura signé pour entrer dans le Consortium, déterminées notamment en fonction du niveau d'avancement du Projet à la date d'entrée du nouveau partenaire.

La Contribution du nouveau partenaire sera décrite dans une annexe jointe à l'avenant.

11.2. Retrait et exclusion d'un partenaire

11.2.1. Retrait d'un Partenaire

Tout Partenaire peut décider de mettre fin à sa participation au Consortium. Le partenaire qui décide de se retirer doit adresser au Chef de file sa demande par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant les motifs de son retrait. Dans les 20 jours suivant l'envoi de cette lettre, le Chef de file convoquera une réunion exceptionnelle du Comité de pilotage, qui devra se réunir afin de statuer sur les conséquences d'un tel retrait. Le Partenaire qui souhaite se retirer ne prend pas part au vote.

L'exécution des Contributions du Partenaire souhaitant se retirer pourra, après décision des autres Partenaires en Comité de pilotage, être confiée à un autre Partenaire ou à un tiers désigné par le Comité de pilotage. À l'issue du Comité de pilotage, le Coordinateur transmettra le compte rendu des décisions à l'Organisme Financeur pour approbation et le partenaire désirant se retirer pourra lui notifier sa décision. Le retrait du Partenaire et les modifications de réorganisation du Projet seront formalisés par la signature d'un avenant.

Il est entendu entre les Partenaires qu'un Partenaire ne sera jamais contraint de demeurer dans le Projet.

L'exercice de ce droit de résiliation ne dispense pas le Partenaire se retirant de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date de résiliation effective fixée dans l'avenant susmentionné.

11.2.2. Exclusion d'un Partenaire

En cas de défaillance de l'un des Partenaires dans l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment dans la réalisation de ses Contributions, le Coordinateur ou un autre Partenaire désigné par le Comité de pilotage et agissant pour le compte de l'ensemble des Partenaires si le Coordinateur est la Partie faisant l'objet de l'exclusion, lui adressera, par lettre recommandée avec avis de réception, une mise en demeure d'avoir à exécuter ses obligations. Faute pour le Partenaire concerné de remédier à la défaillance ou de justifier d'un événement constitutif de force majeure dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure, le Partenaire sera considéré comme défaillant.

À compter de cette date, ses droits seront suspendus et plus aucune Information confidentielle ne lui sera communiquée. Il pourra, en outre, voir sa responsabilité engagée à raison du préjudice subi par les autres Partenaires, dans les limites définies dans l'article « Responsabilité – Assurance ».

Le Comité de pilotage devra se réunir dans un délai de 15 jours à compter de la constatation de la défaillance, en présence du Partenaire défaillant, ce dernier ne prenant pas part au vote, afin de statuer sur les conséquences de la défaillance du Partenaire. Le Comité de pilotage

pourra décider d'exclure le Partenaire défaillant par une décision prise à l'unanimité, le Partenaire défaillant ne prenant pas part au vote. Cette exclusion sera formalisée par l'envoi d'une notification au Partenaire défaillant. Le Comité de pilotage statuera à l'unanimité également pour l'attribution des obligations du Partenaire défaillant à un ou plusieurs autres Partenaires ou à un tiers. L'attribution sera effective dès l'approbation de l'Organisme Financier de cette décision.

Sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un Partenaire, l'animateur se chargera :

- De mettre l'administrateur ou le liquidateur judiciaire en charge de ladite procédure, ou le cas échéant le débiteur, en demeure de poursuivre ou résilier le Contrat ;
- D'obtenir une réponse explicite de l'administrateur, du liquidateur judiciaire ou le cas échéant du débiteur ; le Contrat sera résilié de plein droit à l'égard du Partenaire concerné dans le cas où ladite mise en demeure resterait plus 6 mois sans réponse ;
- D'informer par écrit l'Organisme Financier de toutes les démarches précitées.

L'exécution de la Contribution au Projet du Partenaire ainsi exclu pourra être assurée par les soins d'un autre Partenaire ou d'un tiers désigné par le Comité de pilotage, sous réserve de l'approbation unanime des Partenaires et de l'Organisme Financier.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où un changement de contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, interviendrait au sein d'un Partenaire. Le comité de pilotage pourra se faire ou être saisi à l'initiative d'un ou plusieurs Partenaire(s) pour statuer sur le maintien au sein du Consortium du Partenaire dont le contrôle a changé. Le Comité de pilotage statuera par une décision prise à l'unanimité, le Partenaire concerné ne prenant pas part au vote.

11.2.3. Droit du Partenaires sortants

Le Partenaire sortant conservera le bénéfice des droits concédés sur les Connaissances Propres et les Connaissances Nouvelles des autres Partenaires, conformément aux modalités définies dans le présent Contrat ou aux termes des licences concédées.

Le Partenaire sortant conservera ses droits de propriété sur les Connaissances nouvelles et Évolutions qu'il a développées. Lorsqu'il en sera l'unique copropriétaire, il pourra continuer à les exploiter comme il l'entend.

S'agissant des Connaissances nouvelles lorsqu'il en sera copropriétaire avec d'autres Partenaires, il pourra continuer à les exploiter conformément aux modalités définies dans le présent Contrat et, le cas échéant, aux accords de copropriété passés.

En toute hypothèse, le Partenaire sortant devra exploiter les Connaissances propres et Connaissances nouvelles sur lesquelles il possède des droits dans le respect des engagements du présent Contrat.

11.2.4. Obligations du Partenaires sortants

Le Partenaire sortant s'engage à communiquer aux autres Partenaires ou au tiers remplaçant désigné par le Comité de pilotage, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations

nécessaires à la poursuite de l'exécution de la Contribution au Projet concernée conformément à la décision du Comité de pilotage statuant sur sa sortie.

Les droits accordés, avant sa sortie du Consortium, par le Partenaire sortant aux autres Partenaires sur ses Connaissances propres et/ou Connaissances nouvelles en exécution du Contrat resteront valables jusqu'au terme des licences en question.

Le Partenaire sortant sera tenu de restituer ou détruire, selon la demande du Partenaire propriétaire ou émetteur, à ses propres frais, tout équipement, matériel, document ou Information Confidentiel qui lui aura été remis par les autres Partenaires, conformément aux stipulations de l'article « Sort des documents et/ou matériels remis ».

Le Partenaire sortant restera également tenu par ses obligations en matière de Propriété intellectuelle, telles que définies aux articles « Propriété intellectuelle des connaissances propres », « Propriété intellectuelle des Connaissances nouvelles », « Marques et autres signes distinctifs » et par ses engagements de confidentialité, sur les Informations Confidentielles, aussi longtemps que ces obligations demeureront en vigueur.

12. SORT DU MATERIEL/EQUIPEMENT ET DES DOCUMENTS REMIS

Compte tenu du fait que le PI2M est un consortium pensé pour favoriser le développement de Mayotte, les Partenaires reconnaissent que tout matériel et/ou équipement acquis durant le Projet doivent :

- Soit rester dans une utilisation au service du développement de Mayotte dans la continuité du Projet, et avec l'accord du CDM ;
- Soit être restitués / cédés au Consortium ou au CDM en cas de retrait du Partenaire en faisant l'utilisation.

13. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES CONNAISSANCES PROPRES

13.1. Propriété des Connaissances Propres

Chaque Partenaire est et reste propriétaire de ses Connaissances Propres.

Chaque Partenaire est également propriétaire des Évolutions qu'il apporte lui-même, sans participation des autres Partenaires, à ses Connaissances Propres.

Aucune communication des Connaissances Propres à d'autres Partenaires ne peut être interprétée comme un transfert de propriété ou une concession de licence d'exploitation, à l'exception des stipulations expresses du Contrat.

13.2. Protection des Connaissances Propres

Chaque Partenaire assure librement la protection de ses Connaissances Propres. Notamment, il décide seul de protéger ou non ses Connaissances propres et, le cas échéant, décide seul de la protection adéquate.

13.3. Utilisation et exploitation des Connaissances Propres

Chaque Partenaire exploite librement, directement ou indirectement, ses Connaissances propres, sous réserve d'accords préexistants et sous réserve des droits accordés aux autres Partenaires, conformément au Contrat.

Pendant la durée du Projet, chaque Partenaire accordera aux autres Partenaires une licence d'utilisation ou d'exploitation de ses Connaissances propres uniquement à des fins d'exécution du Projet, sur demande écrite de ces Partenaires et lorsque ses Connaissances propres sont nécessaires pour exécuter leurs Contributions au Projet, la concession de licence par un Partenaire n'entraîne aucun transfert de propriété sur les Connaissances propres de quelque nature que ce soit à un autre Partenaire.

La licence d'utilisation susvisée sera accordée pour la stricte durée du Contrat. Cette licence sera non cessible et non exclusive, et sera concédée sans possibilité d'accorder des sous-licences et à titre gratuit.

Pendant la durée du Projet et dix-huit (18) mois après son terme, et sous réserve des droits des tiers, chaque Partenaire s'engage à concéder aux autres Partenaires sur demande écrite et par acte séparé, une licence sur les Connaissances Propres lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation, par le Partenaire qui en fait la demande, de ses Connaissances Nouvelles ou des Connaissances Nouvelles sur lesquelles il a obtenu des droits d'exploitation.

Le Partenaire détenteur des droits sur ses Connaissances Propres s'engage à concéder cette licence à des conditions commerciales juste et raisonnables pour le secteur d'application considéré.

Cette licence d'exploitation donnera lieu à la signature entre les Partenaires concernés d'un accord écrit préalable, précisant les droits concédés, leur étendue, leur destination, le lieu et la durée de la licence, ainsi que les conditions financières de celle-ci. Cette licence d'exploitation sera non exclusive, non cessible et sans droit d'accorder des sous-licences, sauf accord préalable et écrit du Partenaire détenteur des droits.

Il est d'ores et déjà convenu que lorsque la licence portera sur un Logiciel, elle sera limitée au Code objet de celui-ci. Il est également d'ores et déjà convenu que le Partenaire licencié prendra à sa charge l'exécution des formalités qui pourraient être nécessaires pour rendre opposable aux tiers la licence qui lui est accordée.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES CONNAISSANCES NOUVELLES

14.1. Propriétés des Connaissances Nouvelles

Dans la réalisation de ses Contributions, chaque Partenaire s'engage à respecter les règles de l'art, les droits des tiers, notamment les droits de Propriété Intellectuelle des tiers, ainsi qu'à réaliser ses Contributions avec toute la compétence et le professionnalisme requis.

14.1.1. Propriétés des Connaissances Nouvelles Propres

Chaque Partenaire est co-proprétaire avec le CDM de ses Connaissances Nouvelles Propres et des Evolutions qu'il apporte à celles-ci. Ce mécanisme de copropriété tient du fait que le CDM est le seul Financeur en fonds propres du Projet.

Le Partenaire et le CDM signeront un accord de copropriété spécifique, dans lequel ils organiseront leur copropriété. L'accord de copropriété fixera, notamment, les règles de protection et d'exploitation des Connaissances Nouvelles et devra en tout état de cause respecter les règles des articles L. 113-3 à L. 113-5 du Code de la propriété intellectuelle.

14.1.2. Propriétés des Connaissances Nouvelles Communes

Les Connaissances Nouvelles Communes, appartiennent en copropriété aux Partenaires les ayant développées et au CDM (seul financeur en fonds propres du Projet), et à proportion de leurs apports intellectuelles, humains, matériels et financiers.

au titre du Projet conjointement par des personnels d'au moins deux ou de plusieurs Partenaires (ci-après « Connaissances Nouvelles Communes »), appartiennent en copropriété à ces Partenaires, les droits de propriété étant répartis au prorata des Contributions de chacun des Partenaires.

Dans le cas où des Connaissances nouvelles communes seraient générées en partie par le personnel d'une structure mixte de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme un seul copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément à la convention régissant la structure.

Les Partenaires à l'origine de Connaissances Nouvelles Communes pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'une ou plusieurs d'entre elles. En cas de désaccord, chacun des Partenaires pourra faire appel, à ses propres frais, à une médiation externe par un expert en Propriété intellectuelle pour analyser à partir des documents de traçabilité les propriétés qui pourront être revendiquées.

Les Partenaires copropriétaires signeront un accord de copropriété spécifique, dans lequel ils organiseront leur copropriété avant toute exploitation industrielle ou commerciale. L'accord de copropriété fixera, notamment, les règles de protection et d'exploitation des Connaissances Nouvelles Communes, reprendra les principes de propriété et d'exploitation convenus d'ores

et déjà dans le présent Contrat et devra en tout état de cause respecter les règles des articles L. 113-3 à L. 113-5 du Code de la propriété intellectuelle.

14.2. Propriété des Connaissances Nouvelles obtenues grâce à des Connaissances Propres

Les Connaissances nouvelles obtenues grâce à des Connaissances Propres appartiennent au(x) Partenaire(s) ayant développé lesdites Connaissances nouvelles, conformément aux règles de propriété fixées ci-dessus.

Le(s) Partenaire(s) propriétaire(s) des Connaissances propres ayant servi à la réalisation des Connaissances nouvelles, lorsque ces dernières sont dépendantes desdites Connaissances propres ou lorsque lesdites Connaissances propres sont nécessaires à l'exploitation desdites Connaissances nouvelles, concéderont au(x) Partenaire(s) (co)propriétaire(s) desdites Connaissances nouvelles une licence d'exploitation de leurs Connaissances propres, conformément aux principes convenus à l'article 13 du Contrat.

14.3. Protection des Connaissances Nouvelles

Les Partenaires s'engagent à assurer une traçabilité de leurs Connaissances Nouvelles Propres si ces Connaissances Propres sont en lien avec la réalisation du Projet et des Contributions de chacune des Parties telles que décrites dans le [tableau 1](#). Le Coordinateur et les Comités techniques veillent à la bonne exécution de ces obligations.

Pour les Connaissances Nouvelles Communes, les décisions relatives à leur traçabilité sont prises par le Comité de pilotage ; à cet effet, seuls les Partenaires copropriétaires concernés prendront part à la prise des décisions, et exécutées par le Coordinateur.

Les décisions relatives à la protection des Connaissances Nouvelles sont prises par le CDM et le ou le(s) Partenaire(s) copropriétaire(s) conformément aux termes de l'accord de copropriété passé et aux principes convenus dans le présent Contrat. Les Partenaires copropriétaires des Connaissances nouvelles communes décideront si ces dernières doivent faire l'objet de demandes de brevet déposées à leurs noms conjoints, et désigneront parmi eux celui qui sera chargé d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur. Ils pourront aussi décider de désigner un tiers pour effectuer ces formalités.

Chaque Partenaire copropriétaire fera son affaire de la rémunération de ses inventeurs.

En outre, les Partenaires s'engagent :

- A ce que les noms des inventeurs soient mentionnés dans les demandes de brevet, sauf refus écrit exprès de ceux-ci, conformément aux dispositions légales en vigueur ;
- Et à ce que leur personnel respectif, cité en tant qu'inventeur, donne toute signature et accomplisse toute formalités nécessaires pour le dépôt, le maintien et la défense des brevets déposés par les Partenaires.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des brevets nouveaux en copropriété seront supportés par les Partenaires copropriétaires proportionnellement aux quotes-parts attribuées à chacun des Partenaires copropriétaires.

Dans le cas où au moins deux (2) Partenaires copropriétaires d'une Connaissances Nouvelle seraient des personnes publiques investies d'une mission de recherche, et en accord avec les dispositions prévues par le décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du Code de la recherche, ces Partenaires désigneront parmi eux, pour chaque Connaissance Nouvelle concernée, un mandataire unique (ci-après désigné « Mandataire Unique »). Le Mandataire Unique sera notamment l'interlocuteur du partenaire chargé d'effectuer les formalités de dépôts et de maintien en vigueur, dans le cas où ce dernier et le mandataire Unique seraient deux parties distinctes.

Renonciation : si l'un des Partenaires copropriétaires de Connaissances Nouvelles renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de brevets nouveaux renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs brevets nouveaux dans un ou plusieurs pays, il devra en informer les autres Partenaires copropriétaires en temps opportun pour que ceux-ci déposent en leurs seuls noms et poursuivent la procédure de délivrance ou de maintien en vigueur à leurs seuls frais et profits. Le Partenaire qui s'est désisté s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres Partenaires copropriétaires de devenir seuls copropriétaires du ou des brevets nouveaux dans le ou les pays concernés.

Un Partenaire copropriétaire sera réputé avoir renoncé au dépôt, à la poursuite de la procédure de délivrance ou au maintien en vigueur d'un Brevet nouveau, soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le ou les autres Partenaire(s) copropriétaire(s) lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point.

Dans le cas où un Partenaire copropriétaire renoncerait dans certains pays ou dans tous les pays, au(x) dépôt(s) de brevets nouveaux, à la poursuite de la procédure et/ou au maintien en vigueur d'un (de) Brevet(s) nouveau(x), portant sur des Connaissances Nouvelles, il resterait, dans le cas où seuls certains pays sont concernés par cette renonciation, engagé au titre de l'accord de copropriété pour les autres brevets nouveaux bénéficiant de la même date de priorité.

Les autres Partenaires copropriétaires s'engagent à ne pas lui opposer leurs droits dans les pays auxquels il a renoncé, sous réserve qu'il s'acquitte, s'il y a lieu, des redevances relatives à l'exploitation telles que prévues audit accord de copropriété.

Toutefois, il ne pourra prétendre à aucune compensation au titre de l'exploitation par les autres Partenaires copropriétaires pour les pays pour lesquels il a renoncé au dépôt ou abandonné la procédure.

Cession : Chaque Partenaire copropriétaire a le droit de céder sa quote-part de copropriété sur les brevets nouveaux. Toutefois, le ou les autres Partenaires copropriétaires disposeront d'un droit de préemption dans les conditions qui suivent. Le cédant devra notifier son projet par lettre recommandée avec avis de réception aux autres Partenaires copropriétaires en indiquant, dans sa notification sous réserve de ses éventuelles obligations de confidentialité qui ne pourront pas porter sur les conditions, notamment financières, de l'opération projetée, ainsi que l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime.

Chaque Partenaire copropriétaire disposera alors d'un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception de ladite notification, pour faire connaître au Partenaire cédant, par

lettre recommandée avec avis de réception, s'il entend ou non user de ce droit de préemption. À défaut de réponse dans ce délai, un Partenaire sera réputé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption par le Partenaire copropriétaire non-cédant, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

Tout cédant s'oblige à inclure dans tout contrat de cession le détail des droits et obligations attachés aux brevets nouveaux.

Si un Partenaire copropriétaire souhaite s'opposer à la cession d'une quote-part de copropriété sur un Brevet nouveau par un autre Partenaire copropriétaire à un tiers qui serait un concurrent direct du Partenaire opposant, il pourra le faire s'il démontre que ladite cession serait contraire à ses intérêts. En cas de désaccord entre le Partenaire cédant et le Partenaire opposant, le différend sera soumis au Comité de pilotage qui formulera des recommandations aux Partenaires concernés. Dans ce cas, le Partenaire qui souhaite céder sa quote-part et le Partenaire qui souhaite s'y opposer ne prendront pas part au vote.

Défense : au cas où l'un des Partenaires copropriétaires suspecterait la contrefaçon d'un Brevet nouveau portant sur des Connaissances nouvelles communes, les Partenaires copropriétaires se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon. Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les Partenaires copropriétaires dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la notification par l'un des Partenaires copropriétaires aux autres Partenaires copropriétaires des actes de contrefaçon présumés d'un tiers, chacun des Partenaires copropriétaires pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toute action qu'il jugera utile. En cas d'urgence justifiée, un délai plus court que celui de trente (30) jours calendaires susmentionné pourra être requis par le Partenaire copropriétaire qui souhaite agir et le notifie aux autres Partenaires copropriétaires.

Les Partenaires copropriétaires ayant participé à de telles actions ne seront redevables d'aucune garantie à l'égard des autres Partenaires copropriétaires quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des brevets nouveaux portant sur des Connaissances nouvelles communes.

Les Partenaires copropriétaires ne participant pas à de telles actions s'engagent à fournir toute information ou document qui pourrait être nécessaire au soutien des actions engagées par les autres Partenaires copropriétaires.

14.4. Exploitation des Connaissances Nouvelles

14.4.1. Exploitation des Connaissances Nouvelles par les Partenaires propriétaires

Les Partenaires copropriétaires d'une Connaissance Nouvelle l'exploitent conformément aux termes de l'accord de copropriété. Il est d'ores et déjà convenu entre les Partenaires que toute exploitation directe et/ou indirecte par un Partenaire copropriétaire des Connaissances Nouvelles Communes donnera lieu à une compensation financière aux autres Partenaires copropriétaires dont les modalités et le montant seront définis dans l'accord de copropriété.

Chaque Partenaire pourra librement et sans contrepartie financière, pendant la durée du Projet, utiliser une Connaissance Nouvelle dont il est copropriétaire pour ses besoins propres d'enseignement et de recherche interne et dans le cadre de collaborations de recherche avec des tiers, à l'exclusion de toute autre utilisation directe et/ou indirecte, à des fins industrielles et/ou commerciales, et dans le respect des dispositions de l'[article 16](#).

14.4.2. Exploitation des Connaissances Nouvelles par les Partenaires non-propriétaires

Pendant la durée du Projet, chaque Partenaire accorde aux autres Partenaires une licence d'utilisation de ses Connaissances Nouvelles uniquement à des fins d'exécution du Projet, sur demande écrite de ces Partenaires et lorsque ses Connaissances Nouvelles sont nécessaires pour exécuter leurs Contributions au Projet.

La licence susvisée sera accordée pour la durée du Contrat. Cette licence sera non cessible et non exclusive, et sera concédée sans possibilité d'accorder des sous-licences et à titre gratuit, sauf accord préalable et écrit du Partenaire détenteur. Le Partenaire détenteur sera libre de concéder une licence sur ses Connaissances Nouvelles Propres à tout tiers au Projet, sous réserve des obligations résultant du Contrat.

Pendant la durée du Projet et dix-huit (18) mois après son terme et sous réserve des droits des tiers, chaque Partenaire s'engage à accorder en outre aux autres Partenaires qui en feraient la demande une licence d'exploitation de ses Connaissances Nouvelles, si cette licence est strictement nécessaire à l'exploitation par ce Partenaire et/par ses Sociétés affiliées des Connaissances Nouvelles dont il est propriétaire ou copropriétaire, la preuve devant en être rapportée.

La licence susvisée pourra également être accordée aux Sociétés affiliées du Partenaire concerné, sous réserve que cette licence soit justifiée et dûment motivée par le Partenaire en faisant la demande, sauf si cela va à l'encontre des intérêts légitimes du Partenaire propriétaire des Connaissances Nouvelles concernées et sous réserve de l'accord du Partenaire propriétaire des Connaissances Nouvelles concernées sur les conditions de la licence décrites au paragraphe suivant.

Elle donnera lieu à la signature entre les Partenaires concernés d'un accord écrit préalable, précisant les droits concédés, leur étendue, leur destination, le territoire et la durée de la licence, ainsi que les conditions financières de celle-ci, notamment conformément aux exigences de l'article L. 131-3 du Code de la Propriété Intellectuelle. Les conditions financières seront loyales et non discriminatoires. Ces droits seront non exclusifs, non cessibles et sans droit de sous-licence sauf accord préalable et écrit du Partenaire détenteur. Le Partenaire détenteur sera libre de concéder une licence sur ses Connaissances Nouvelles Propres à tout tiers au Projet, sous réserve des obligations résultant du Contrat.

Il est d'ores et déjà convenu que lorsque la licence portera sur un logiciel, elle sera limitée au Code objet de celui-ci.

Il est également d'ores et déjà convenu que le Partenaire licencié prendra à sa charge l'exécution des formalités qui pourraient être nécessaires pour rendre opposable aux tiers la licence qui lui est accordée.

Dans l'hypothèse où un Partenaire licencié découvrirait, dans le cadre de son utilisation des Connaissances Nouvelles obtenues en licence, une nouvelle application desdites

Connaissances Nouvelles, le Partenaire propriétaire des Connaissances Nouvelles concédées sera propriétaire de la nouvelle application, conformément aux dispositions de l'article « Propriété des Connaissances Nouvelles ».

Toutefois, dans ce cas, le Partenaire licencié ayant découvert la nouvelle application sera autorisé à exploiter la Connaissance Nouvelle sous sa nouvelle application, à condition de ne pas porter atteinte aux droits du Partenaire propriétaire. Celle-ci fera l'objet d'un accord séparé entre les Partenaires intéressés.

En outre, les Partenaires pourront concéder un droit d'utilisation de leurs Connaissances nouvelles aux autres Partenaires à des fins d'enseignement, de recherche interne et dans le cadre de collaborations de recherche avec des tiers, sous réserve du strict respect de l'obligation de confidentialité. Cette demande devra être faite par acte séparé et sur demande écrite pendant la durée du Projet ou vingt-quatre (24) mois après son terme. Cette concession pourra se faire sans contrepartie financière. Le Partenaire propriétaire peut s'y opposer pour intérêts légitimes.

15. MARQUES ET AUTRES SIGNES DISTINCTIFS

Chaque Partenaire est et demeure titulaire de ses marques et autres signes distinctifs. Les autres Partenaires ne sont pas autorisés à citer ou faire référence aux marques et signes distinctifs d'un des Partenaires et/ou de ses Sociétés affiliées, sauf accord préalable et écrit de ce dernier.

16. CONFIDENTIALITE

Les Partenaires s'engagent à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des Informations confidentielles des autres Partenaires et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité, à l'égard notamment de leur personnel permanent ou temporaire et de leur sous-traitant, ayant à en connaître pour la réalisation du Projet et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes.

À cet effet, les Partenaires s'engagent à :

- Que les Informations confidentielles soient protégées et gardées confidentielles ;
- Que les Informations confidentielles reçues soient traitées avec le même degré de précaution et de protection que celui accordé à leurs propres informations confidentielles ;
- Ne pas utiliser les Informations confidentielles dans un but autre que l'exécution du Projet, sauf à obtenir l'accord écrit, exprès et préalable du Partenaire titulaire ;
- Ne révéler les Informations confidentielles qu'aux membres de leur personnel impliqués dans le Projet et ayant à en connaître pour la réalisation du Projet ;

- Ne révéler les Informations confidentielles aux tiers impliqués dans l'exécution du Projet, et notamment aux sous-traitants et/ou Sociétés affiliées, qu'après avoir sollicité l'accord écrit, exprès et préalable du Partenaire titulaire ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que tous les membres de leur personnel et tous les tiers impliqués dans l'exécution du Projet, qui auront communication d'Informations confidentielles, traitent les Informations avec le même degré de confidentialité que celui résultant du présent Contrat ;
- Signaler le caractère confidentiel des Informations confidentielles aux membres de leur personnel et/ou à tous les tiers impliqués dans l'exécution du Projet, dès la communication de ces Informations confidentielles ;
- Rappeler le caractère confidentiel des Informations confidentielles avant toute réunion au cours de laquelle des Informations confidentielles seront communiquées ;
- NE pas supprimer les formules de copyright, de confidentialité, d'interdiction de copie, ou toutes autres mentions de propriété ou de confidentialité, figurant sur les différentes Informations confidentielles communiquées, qu'il s'agisse d'originaux ou de copies.

Par ailleurs, les Partenaires s'interdisent :

- Toute divulgation quelle qu'elle soit, à quelque tiers que ce soit, des Informations confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable du Partenaire titulaire ;
- De déposer en leur seul nom une demande de brevet sur les Informations confidentielles dont ils ne sont pas titulaires, et plus généralement un titre de propriété industrielle quel qu'il soit ;
- D'effectuer des copies, reproductions ou duplications de tout ou partie des Informations confidentielles, sauf accord écrit exprès et préalable du Partenaire titulaire ou lorsque cela est nécessaire pour les besoins de l'exécution du Projet ;
- De se prévaloir, du fait de la communication des Informations confidentielles, d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini.

Les Partenaires reconnaissent et acceptent que les Connaissances Nouvelles ne générant pas de droits de propriété intellectuelle ni un Savoir-faire, quel que soit le Partenaire qui les a créés, auront vocation à être largement diffusés, ne constituant alors pas des Informations Confidentielles, dès lors que ces éléments auront été considérés comme tels par les Partenaires au sein des organes de gouvernance mis en place au titre du présent Contrat.

17. PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

Les Partenaires conviennent que toute publication ou communication relative au Projet doit intervenir dans le respect des obligations de confidentialité, des droits de Propriété intellectuelle des Partenaires, ainsi que des stipulations du présent article.

Sous cette réserve, chaque Partenaire est libre de faire toute publication ou communication qu'il souhaite sur ses Connaissances Propres.

Tout projet de publication ou communication d'un Partenaire, concernant tout ou partie du Projet et/ou des Connaissances nouvelles communes, doit être soumis à l'autorisation préalable du Comité de pilotage.

À cette fin, le projet de publication ou communication, doit être remis aux membres du Comité de pilotage par lettre recommandée avec avis de réception ou mail avec avis de réception. A compter de la réception du projet de publication ou communication, le comité de pilotage a un délai d'un mois pour se prononcer ; à défaut de réponse dans ce délai, le projet de publication ou communication est considéré comme accepté.

Dans le délai imparti, chaque membre du Comité de pilotage peut demander au Partenaire intéressé :

- De retirer du projet les Informations confidentielles lui appartenant ;
- D'apporter des modifications à son projet si certaines informations sont susceptibles de compromettre l'utilisation commerciale et industrielle des Connaissances Propres et/ou des Connaissances Nouvelles ou la confidentialité des Informations confidentielles des autres Partenaires, à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique de la publication ou communication projetée ;
- De reporter la publication ou communication envisagées pour une durée à préciser, notamment si la publication ou communication portent sur des informations devant faire l'objet d'une protection au titre de la Propriété Intellectuelle.

Toutefois, sous réserve du respect des stipulations du Contrat relatives à la confidentialité, l'autorisation préalable du Comité de pilotage ne doit pas faire obstacle :

- Aux règles habituelles de soutenance de thèse, à condition que les examinateurs soient soumis à des obligations de confidentialité. Cette soutenance pourra être organisée à huis clos chaque fois que cela est nécessaire ou demandé par un des Partenaires ;
- A l'obligation que peut avoir un Partenaire de soumettre un rapport d'activité à l'État ou à l'administration à laquelle il appartient, car il s'agit alors d'une communication interne et non d'une divulgation publique.

Les présents engagements s'imposent aux Partenaires pour toute la durée du Contrat et pour une durée de cinq (5) ans après la fin de celui-ci pour quelque raison que ce soit.

18. INTUITU PERSONAE

Le Contrat est conclu intuitu personae, en considération de la personne des Partenaires.

Aucun Partenaire ne pourra transférer ou céder, en tout ou en partie, ses droits et obligations en vertu du Contrat à un tiers, sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du Comité de pilotage, celui-ci statuant sur cette question à l'unanimité, le Partenaire intéressé ne prenant pas part au vote.

Dans l'hypothèse où le transfert ou la cession serait fait dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine, l'accord du Comité de pilotage ne pourra pas être refusé de manière

déraisonnable. Dans ce cas, seule la concurrence que le nouveau Partenaire pourrait faire à un autre Partenaire sera de nature à justifier un refus de transfert ou cession.

À compter du transfert ou de la cession, le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations du Partenaire cédant.

19. SOUS-TRAITANCE

Chaque Partenaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitant(s) pour la réalisation d'une partie de ses Contributions au Projet.

Toutefois, le projet de sous-traitance doit faire l'objet d'une information préalable écrite, par le Partenaire qui envisage d'avoir recours à un sous-traitant, aux autres Partenaires par le biais du Coordinateur. L'accord des autres Partenaires sera réputé acquis à l'issue d'un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi de l'information par le Coordinateur aux Partenaires, sauf si l'un des Partenaires faisait valoir dans ce délai auprès du Coordinateur un intérêt légitime justifiant son opposition.

Chaque Partenaire sera pleinement responsable de la réalisation des Contributions qu'il sous-traitera à un tiers. Chaque Partenaire s'engage dans ses relations avec ses sous-traitants à prendre toutes les dispositions pour obtenir du sous-traitant un engagement de confidentialité conforme aux stipulations du Contrat et pour acquérir les droits de Propriété intellectuelle sur les Connaissances nouvelles obtenues par lesdits sous-traitants dans le cadre du Projet, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Partenaires dans le cadre du Contrat.

Le Partenaire qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne puisse prétendre à un quelconque droit de Propriété intellectuelle ou d'exploitation sur les Connaissances nouvelles.

Dans le cas d'une telle sous-traitance, toute utilisation par le sous-traitant des Connaissances Propres ou Connaissances Nouvelles appartenant à un autre Partenaire sera subordonnée à l'accord préalable écrit de ce Partenaire et sera limitée aux seuls besoins de l'exécution de la partie de la Contribution au Projet concerné.

20. RESILIATION

Sans préjudice des dispositions du présent Contrat en matière de retrait ou d'exclusion d'un Partenaire, le Contrat pourra être résilié dans son ensemble, pour quelque cause que ce soit, d'un commun accord des Partenaires sur décision du Comité de pilotage prise à l'unanimité.

En cas de manquement par l'un des Partenaires à ses obligations au titre du présent Contrat non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement en cause et visant la présente clause résolutoire, les autres Partenaires pourront prononcer de plein droit dans le cadre du Comité de pilotage la résiliation du Contrat sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquelles ils pourraient prétendre en vertu des présentes.

21. RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES

Les Partenaires emploient et rémunèrent leurs collaborateurs sous leur responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales.

Conformément aux articles L. 324-14 et R. 324-1 et suivants du Code du travail, les Partenaires déclarent expressément respecter les obligations issues du Code du travail et garantissent qu'ils n'ont pas recours au travail dissimulé.

Les Partenaires s'engagent, dans le respect des articles L. 125-1 et suivants du Code du travail, à ne pas recourir à du prêt de main d'œuvre illicite pour la réalisation de tout ou partie de leurs Contributions.

Chaque Partenaire devra veiller à ce que les membres de son personnel amenés à travailler dans les locaux d'un autre Partenaire se conforment aux règles d'hygiène et de sécurité de ce Partenaire.

22. CLAUSES GENERALES

22.1. Intégralité

Le Contrat exprime l'intégralité des accords des Partenaires relativement à son objet. Il annule et remplace tous autres accords verbaux ou écrits, de quelque nature que ce soit, qui pourraient être intervenus préalablement entre eux.

22.2. Nullité

Si une ou plusieurs stipulations du Contrat sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

22.3. Titres

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

22.4. Indépendance des Partenaires

Chaque Partenaire est indépendant et agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité. Chaque Partenaire s'interdit donc de prendre un engagement au nom et pour le compte d'un autre et demeure en outre intégralement responsable de son personnel, ses prestations, ses produits et services.

22.5. Non sollicitation de personnel

Les Partenaires s'engagent à ne pas débaucher ou embaucher le personnel d'un autre Partenaire concerné par le projet pendant toute la durée du Contrat sauf accord spécifique entre les Partenaires.

22.6. Exécution loyale

Les Partenaires sont convenus d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

22.7. Tolérance

Les Partenaires conviennent réciproquement que le fait pour l'un d'entre eux de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder aux autres des droits acquis. Une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

22.8. Loi applicable

Le présent Contrat est régi par la loi française.

22.9. Règlement des différends

Les Partenaires se comporteront de manière à résoudre à l'amiable et de bonne foi tout différend qui pourrait s'élever à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du Contrat par l'intermédiaire du Comité de pilotage dans un premier temps puis par leurs directions respectives.

Au cas où les Partenaires ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de six (6) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté par le Partenaire le plus diligent devant le tribunal de commerce de Mamoudzou.

22.10. Attribution de compétence

En cas de litige, compétence expresse est attribuée au tribunal de commerce de Mamoudzou, nonobstant pluralité de défendeurs ou appels en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

22.11. Domiciliation

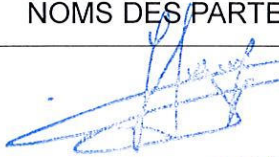
Les Partenaires élisent domicile au lieu de leur siège social.

22.12. Notification

Toutes les notifications pour être valides, devront être effectuées à l'adresse de domiciliation.

Signatures

Fait à , le

NOMS DES PARTENAIRES	SIGNATURES
 Pr Yan AUGUET Président de l'Université de Perpignan Via Domitia Président de la Fondation UPVD	 21.07.23

Accord de consortium PI2M

Les Partenaires Hors-Consortium



L'UMR152 **PHARMADEV (Pharmacochimie et biologie pour le Développement)** comprend deux tutelles, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et l'Université Paul Sabatier Toulouse 3 (UT3). Il est un partenaire central du volet vert. L'équipe mobilisée par PharmaDev pilotera et collaborera notamment sur l'action PIOM 2 (La réalisation de l'inventaire en pharmacopée et le criblage d'un échantillon réduit de plantes d'intérêts).



Le **Centre de Ressources Technologiques (CRT) CATAR** met à disposition des entreprises ses compétences technologiques dans le domaine de la valorisation par voie chimique des produits et co-produits de l'agriculture et de la forêt. Le CRT CATAR sera particulièrement impliqué sur les phases d'élaboration d'une stratégie d'éco-extraction et de valorisation des co-produits sur le volet vert.



Cosmetic Valley est le pôle de compétitivité de la filière parfumerie-cosmétique, spécialisé dans la production de biens de consommation de la filière des parfums et des cosmétiques en France. Il est particulièrement impliqué dans les travaux d'inventaire sur la partie cosmétopée. Le renforcement des liens avec la Cosmetic Valley fait partie des priorités du PI²M sur le volet vert.



SEABOOST est une entreprise privée unique en France qui crée des structures maritimes basées sur le biomimétisme pour préserver la biodiversité et l'écosystème marin. SEABOOST est impliqué dans le PI²M via la réalisation de l'étude de faisabilité de la plateforme immergée. Elle est également l'entreprise privilégiée à ce jour afin de réaliser et de piloter l'installation de la plateforme à Mayotte, et est liée avec l'UPVD via un partenariat R&D pour ce projet.



Le **Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte (CUFR)** est un établissement d'enseignement supérieur se positionnant sur des activités de recherche fondamentale complémentaires et en amont de celles du PI²M. La collaboration entre les deux entités sera amenée à se produire sur de nombreux projets, tant sur le volet vert que sur le volet bleu. Le CUFR est également identifié comme partenaire privilégié pour tous les aspects liés aux étudiants de l'enseignement supérieur.



Créocéan est un bureau d'étude indépendant spécialiste de la réalisation des études préliminaires liées à des projets marins, il accompagne ses clients dans la prise en compte des contraintes environnementales. Il sera chargé des études préliminaires à la demande d'AOT pour la plateforme immergée.



Le **Rectorat de Mayotte** détient les pouvoirs de gestion et de contrôle sur l'ensemble des services et des établissements d'enseignement, publics ou privés sous contrat, du primaire à l'université. Il assure l'impulsion et le suivi de la politique éducative dans l'académie (secondaire et supérieur), de même que la mise en œuvre de la stratégie de l'innovation impulsée par le MESRI dans les outremer français.



La **Préfecture de Mayotte** a la charge les intérêts de l'État et la conduite et la cohérence de ses actions.



La **Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte (CCIM)** porte le projet de Multilab pour lequel il existe de nombreuses synergies avec les activités de cosmétopée du PI²M.



L'**Institut de Recherche pour le Développement**, contribuant déjà via la présence sur le volet vert via le laboratoire PharmaDev, est également positionné dans le conseil scientifique et technique du PI²M qui bénéficie ainsi de son expertise et réseau de chercheurs et d'ingénieurs.